

REPORTAGE

INTERNETSTUFF

Des vies bien réelles

David Wagner

Tandis que le gouvernement établit des dossiers sur les demandeurs d'asile pour savoir s'il doit les expulser, le woxx part à leur rencontre. Afin de démontrer qu'il faut les garder.

Il suffit de mettre les pieds dans cet antre où sévit le monde virtuel pour être rattrapé par la réalité. Une autre réalité. Celle des visiteurs et visiteuses de l'Internetstuff à Gasperich. La ville de Luxembourg a conventionné en fait quatre de ces salons internet, qui sont gérés chacun par une association (l'Asti, l'Info-Video-Center et le Clae) ainsi qu'un quatrième, rue Michel Rodange dans le quartier de la Gare, dont le gérant est un exploitant privé. Le salon de Gasperich est géré par le Clae et se trouve non loin de la centrale de cette fédération des associations d'étrangers.

L'Internetstuff « Bierger.www » dans la rue Tony Bourg, au coeur de la « Sauerwiss », est un Luxembourg en miniature. Souriant, le maître des lieux, Bashkim Hazizaj, qui gère le salon pour le compte du Clae, fait le tour des nationalités qui occupent à ce moment la dizaine d'ordinateurs : ici une Française, là un couple de Bulgares, un Nigérien ou encore cet autre des îles Féroé. « Il devrait être Danois, mais il m'a dit qu'il était Islandais, enfin, je ne sais plus », commente Hazizaj.

De toute façon, il en faut plus pour dépayser Hazizaj. Albanais (et secrétaire général de l'Association des Albanais du Luxembourg) arrivé au Luxembourg en 2000, après avoir traversé, comme bon nombre de ses compatriotes, l'Adriatique en bateau pour rejoindre l'Italie, Bashkim Hazizaj est un véritable polyglotte. « J'ai une certaine facilité avec les langues », explique-t-il. Mais ce sont aussi ses odyssées balkaniques, à l'époque où il cherchait refuge hors de son pays natal qui lui ont appris, par la force des choses, tantôt le grec, le turc, le serbo-croate ou le bulgare (« enfin, je me débrouille dans les langues slaves »). Sans oublier l'italien et un français impeccable. Evidemment, il est en train d'apprendre la langue de Dicks, nous dit-il dans un luxembourgeois déjà bien compréhensible. Cette facilité est peut-être due à ses probables connaissances en allemand. Nous n'avons pas posé la question, mais en parlant de l'albanais, langue indo-européenne, il nous donne quelques exemples de parallèles entre le « shqip » et la langue de Goethe.

Bistrot en ligne

Les connaissances linguistiques de cet artiste-peintre de formation ne lui sont certainement pas inutiles. Si l'Internetstuff est tout d'abord un lieu qui

permet à l'usager de se connecter au monde virtuel, c'est aussi devenu un véritable point de rencontre. « Un bistrot où l'on ne sert pas de boissons », dit-il en riant. Et où l'on ne paie rien. Surfer y est gratuit, seules les impressions ou les gravures sur CD-Rom sont payantes. Hazizaj dispense également des cours, contre une participation symbolique de douze euros. « Petit à petit, des liens se tissent entre les usagers du salon. Certains deviennent amis. » Il termine à peine son exposé sur les sympathies réelles autour des machines du virtuel, qu'entrent deux gamins du quartier pour s'enquérir de la disponibilité des ordinateurs. En les appelant par leurs prénoms, il leur explique qu'il leur faudra encore attendre 20 à 30 minutes. Viennent quelques plaisanteries et des nouvelles sur leur parcours scolaire.

C'est qu'en milieu d'après-midi, l'Internetstuff de Gasperich est bondé. Ce qui n'empêche pas les usagers d'avoir trouvé un modus vivendi civilisé : « Les gens ne monopolisent pas les ordinateurs s'ils constatent que d'autres sont en attente », dit Hazizaj. Le salon remplit également une fonction d'éducation populaire adaptée aux outils du 21^e siècle. Ouvert du lundi au vendredi, il ne ferme pas avant 21 heures les lundi, mardi et jeudi. Il nous explique que beaucoup de personnes, surtout issues des classes ouvrières, viennent s'y familiari-

ser avec la communication électronique après leurs heures de travail.

L'Internetstuff est également une alternative bienvenue pour celles et ceux qui n'ont pas un choix d'activités très étendu. C'est le cas d'Issoufou Ballé Harouna, citoyen du Niger et usager régulier du salon. Agé de 40 ans, Harouna est au Luxembourg depuis cinq ans et il attend depuis que sa situation sur le territoire luxembourgeois soit régularisée. « Quelqu'un qui a rencontré la mort deux fois, mériterait de pouvoir rester ici », nous dit l'ex-demandeur d'asile Hazizaj en direction d'Harouna. Cet exilé politique a en effet côtoyé la mort à deux reprises : la première en traversant le désert du Sahara, la deuxième en mer méditerranée, sur une embarcation de fortune qui l'a emmené vers l'eldorado européen. Il aurait aimé éviter ce voyage dangereux. Mais les aléas de la vie politique de nombre d'Etats africains ne laissent parfois pas d'autres choix aux opposant-e-s politiques. Etudiant en droit à l'université de Niamey, la capitale du Niger, il dirigeait une organisation estudiantine proche du président alors en place, Ibrahim Baré Maïnassara. En 1999, lors d'un coup d'Etat, « IBM » a été assassiné et le nouveau régime s'est mis à pourchasser les partisans de l'ancien.

Harouna n'a toujours pas décroché de la politique. Grâce à inter-



PHOTOS : CHRISTIAN MOSAR

Un petit Babel à lui tout seul : le salon internet de Gasperich « Bierger.www » et son responsable polyglotte Bashkim Hazizaj (photo à gauche).

net, il peut rester en contact avec ses amis, mais aussi « compagnons de lutte » restés au pays. « Ils m'informent sur la situation du pays et moi je participe aux discussions », explique-t-il. Notre entretien se concentre alors assez rapidement sur la situation au Niger. Notamment sur les répressions sanglantes que l'actuel président, Mamadou Tandja, fait subir à la rébellion touareg dans le nord du pays. « Il faut savoir que cette région est très riche en uranium et que le Niger est le principal fournisseur de la société française Areva », expose Harouna. Uranium ou pétrole, France, Afrique : ce triptyque n'a jamais favorisé l'émancipation démocratique de la FrancAfrique.

Pourtant, Harouna n'est pas du genre à décharger toute la misère de l'Afrique sur le dos des Européens, et des Français en particulier. Ainsi, il reproche notamment à ses compatriotes de penser qu'en faisant plus d'enfants, leur situation pourrait s'améliorer, alors que le contraire serait vrai. Il doit savoir de quoi il parle : il est lui-même issu d'une fratrie de 32 enfants que son père, « un notable local », a engendré avec ses huit femmes. Harouna pour sa part n'est pas un adepte de la polygamie : il vit actuellement avec sa copine portugaise et n'a aucun enfant. « Le problème chez nous relève encore du développement : l'agriculture est médiévale.

Comme les mentalités : en faisant beaucoup d'enfants, on tente de s'assurer une certaine sécurité économique. Et il faut en faire beaucoup parce que la mortalité infantile est élevée », relativise-t-il ses propos précédents.

Déracinement

Le choc des mentalités est un autre problème : Harouna concède qu'il aurait du mal à se réacclimater au Niger. « Si j'y retourne un jour, ils me diront que je suis devenu un Européen ! », dit-il. Pour l'instant, il préfère exclure un retour pour d'autres raisons, directement liées à sa vie en liberté, voire à sa survie tout court. « Les gens en Europe ne sont pas informés de ce qui se passe au Niger. Il suffit pourtant d'aller sur internet pour s'en rendre compte. On dit que le président actuel a été élu démocratiquement, mais il oppresse et étouffe toute forme d'opposition. Si j'y retournerais, ce serait assurément un cadeau pour le régime qui m'enfermerait ... ou bien pire ... ». A ce moment, Harouna ne semble pas vouloir prononcer le mot que l'on devine malheureusement trop facilement.

Pour l'instant, l'exilé nigérien a d'autres soucis. Non seulement il attend que le gouvernement luxembourgeois veuille bien le régulariser, mais il doit entre-temps combler ses journées. En situation irrégulière, il

est dans l'incapacité de trouver un emploi. Afin de ne pas rester oisif, il a pris des cours du soir en comptabilité et en fiscalité. Il s'est également engagé au niveau associatif : SOS-Faim, Comité pour une paix juste au Proche-Orient... « Le problème avec les réunions ou activités associatives, c'est qu'à un moment ou à un autre, il faut payer, ne serait-ce que pour boire un verre ensemble. Mais je n'en ai pas les moyens », explique-t-il. Harouna vit en effet avec le strict minimum : 100 euros par mois que lui accorde le Commissariat du gouvernement aux étrangers depuis qu'il a emménagé avec sa compagne et quitté le foyer d'accueil. Elle, Portugaise récemment immigrée, est cantonnée aux agences d'intérim et gagne en moyenne 600 euros. Avec un loyer à payer, c'est dire qu'il ne reste plus rien. « Nous n'avons même pas de machine à laver », ajoute Harouna.

« Cette situation est aussi très difficile psychologiquement », souligne-t-il. Dans l'impossibilité de travailler, Harouna est condamné à rester chez lui ou à errer. Se payer un café dans un bistrot est un luxe. Il raconte que beaucoup de personnes dans sa situation au Luxembourg passent des journées dans les autobus, à voyager sans but précis d'un point à l'autre, juste pour passer le temps. L'Internetstuff est donc une alternative bienvenue. Bien sûr, il pourrait succomber à l'ap-

pât du gain facile. Dans certains coins plus sensibles de la capitale luxembourgeoise, les « petits boulots » en marge de la légalité pourraient lui procurer un appréciable argent de poche. Mais ce genre d'activités est aux antipodes de la conception de la vie que se fait Harouna. Il reproche même aux réfugiés africains qui sont tombés dans la revente de drogues d'avoir définitivement terni l'image des Noirs en situation irrégulière. Et donc d'avoir rendu encore plus difficile la régularisation de ceux d'entre eux qui respectent les lois.

Du coup, Harouna évite carrément de se rendre dans certaines rues chaudes de la capitale, comme la rue Joseph Junck ou la rue de Strasbourg. Histoire que des hommes en uniformes ne voient pas en lui un suspect potentiel. Mais Issoufou Harouna a l'habitude d'être suspect aux yeux de ceux qui portent un uniforme. Si le Luxembourg le renvoyait dans son pays, ce ne sont pas que deux rues qu'il devrait éviter.